



Direction des travaux publics et des transports

Reiterstrasse 11  
3013 Berne  
Téléphone +41 31 633 30 11  
info.ra.bvd@be.ch  
www.bvd.be.ch/ra

DTT 110/2024/68

## **Décision de la Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne (DTT) du 28 octobre 2024**

en la cause liée entre

Madame **C.** \_\_\_\_\_  
recourante 1

Monsieur **D.** \_\_\_\_\_  
recourant 2

représentées par Maître **E.** \_\_\_\_\_

et

**Municipalité de La Neuveville**, place du Marché 3, case postale, 2520 La Neuveville

**Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), Unité francophone, Service de l'aménagement local et régional, Hauptstrasse 2, case postale, 2560 Nidau**

en ce qui concerne la décision de la Municipalité de la Neuveville du 22 avril 2024 (permis de construire n° A. \_\_\_\_\_; escalier extérieur) et la décision de l'OACOT, Unité francophone, du 29 février 2024 (n° de l'affaire : 2024.DIJ.1152)

### **I. Faits**

1. Le recourant et la recourante (ci-après : la partie recourante) sont propriétaires de la parcelle no B. \_\_\_\_\_ du ban de la Neuveville. Celle-ci est située dans le périmètre du plan de protection des rives « La Neuveville-Saint-Joux, partie est (plan no 2) »<sup>1</sup>. L'immeuble se trouve dans la partie nord de cette parcelle dans le secteur H1 pour lequel les dispositions restreignant les possibilités en matière de construction et d'affectation n'ont pas encore été approuvées, notamment à cause de l'incertitude quant au chemin de rive.<sup>2</sup> La partie sud de la parcelle est située en zone de protection des rives selon l'art. 19 du règlement de quartier « La Neuveville-Saint-Joux, partie

---

<sup>1</sup> Plan adopté le 14 décembre 2005 par le Conseil général de la Neuveville, approuvé avec corrections le 5 mars 2008 par l'OACOT et partiellement annulé par le JTA 2010.109 du 19 novembre 2012

<sup>2</sup> Cf. surtout JTA 100.2010.109 du 19 novembre 2012, consid. 3.4

est »<sup>3</sup> et le long de la rive du lac dans la zone affectée à des besoins publics (ZBP, art. 15 ss. RQ).

2. Au cours d'une procédure de rétablissement concernant de multiples installations dans la zone de protections des rives, la partie recourante a déposé une demande ultérieure de permis de construire datée du 27 avril 2023 concernant un escalier extérieur pour l'accès à la cave depuis la terrasse de la maison avec balustrade.<sup>4</sup> Sur demande de la Municipalité, la partie recourante a complétée puis remise celle-ci en date du 18 juillet 2023. Une opposition a été formée.

3. Le 7 décembre 2023, la Municipalité a remis le dossier à la Préfecture du Jura bernois qui l'a transmis, accompagné de son rapport, à l'OACOT (approbation par analogie avec un projet planifié en deçà de 50 m de la rive avant que les plans de protection des rives soient édictés, cf. art. 8 al. 2 LRLR<sup>5</sup> et art. 24 ORL<sup>6</sup>). Par décision du 29 février 2024, l'OACOT a refusé son approbation.

4. Par décision du 22 avril 2024, la commune de La Neuveville a refusé le permis de construire et a ordonné le rétablissement de l'état conforme à la loi jusqu'au 15 octobre 2024 sous commination d'exécution par substitution aux frais de la partie recourante et de sanctions pénales en cas d'insoumission.

5. La partie recourante a interjeté recours contre cette décision auprès de la Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne (DTT). Elle conclut à l'annulation de la décision du 22 avril 2024 et à l'octroi du permis de construire relatif à la mise en conformité d'un escalier (permis de construire no A. \_\_\_\_\_) et subsidiairement au renvoi du dossier à l'autorité intimée.

6. L'Office juridique, qui conduit les procédures de recours pour la DTT<sup>7</sup>, a requis le dossier préliminaire, a demandé à l'opposante si elle veut participer à la procédure et dirigé l'échange des mémoires. L'opposante n'a pas répondu et ne participe donc pas à la procédure. Dans leurs préavis, la Municipalité et l'OACOT concluent au rejet du recours.

Par ordonnance du 19 juillet 2024, l'Office juridique a ordonné ce qui suit en donnant aux parties la possibilité de se prononcer :

L'appréciation du dossier à ce stade laisserait penser que, contrairement à la décision de l'OACOT, une approbation en analogie d'un projet planifié en deçà de 50 m de la rive avant que les plans de protection des rives soient édictés puisse être donnée (cf. art. 8 al. 2 LRLR et art. 24 ORL). Dans ce cas, l'Office juridique considère, après une estimation sommaire, que l'art. 40 du règlement de construction communal du 8 janvier 2010 (RCC) s'applique<sup>8</sup> et que l'escalier est conforme à celui-ci, car elle respecte la petite distance à la limite de 6 m au maximum (cf. art. 90 RCC et art. 13 al. 1 du règlement de quartier «La Neuveville – St-Joux, partie est» non approuvé).

---

<sup>3</sup> Dans sa décision d'approbation du 5 mars 2008, l'OACOT a supprimé les al. 2 et 3 de l'art. 19 RQ et a approuvé l'art. 19 RQ avec la teneur suivante : « Dans cette zone, seuls sont autorisées les constructions et installations qui sont exigées par leur affectation, qui servent l'intérêt public et qui ne portent pas atteinte au paysage, conformément à l'art. 4 LRLR. »

<sup>4</sup> Cf. surtout décision de la Direction des travaux publics et des transports du canton de Berne (DTT) no 120/2023/26 du 20 février 2024, consid. I.3

<sup>5</sup> Loi du 6 juin 1982 sur les rives des lacs et des rivières (LRLR ; RSB 704.1)

<sup>6</sup> Ordonnance sur les rives des lacs et des rivières (ORL ; RSB 704.111)

<sup>7</sup> Art. 7 de l'Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics et des transports (Ordonnance d'organisation DTT, OO DTT ; RSB 152.221.191)

<sup>8</sup> Cf. Zaugg/Ludwig, Kommentar zum Baugesetz des Kantons Bern [5e éd.], volume II, Berne 2024, art. 88/89 n. 1 et l'art. 13 al 6 du règlement de quartier « La Neuveville-Saint-Joux, partie est » non approuvé

7. Dans son courriel du 8 août 2024, l'OACOT maintient son appréciation. La Municipalité fait surtout valoir qu'on ne peut pas s'appuyer sur un règlement non approuvé pour justifier un permis de construire. Elle ajoute qu'elle était liée à la décision de l'OACOT et qu'il ne serait en aucun cas justifié de lui imposer le paiement de dépens. En outre, les faits et arguments de la cause sont abordés, en tant que de besoin, dans les considérants ci-après.

## II. Considérants

### 1. Recevabilité

Conformément à l'art. 40 al. 1 et l'art. 49 al. 1 LC, les décisions en matière de construction et en matière de police des constructions peuvent être attaquées par voie de recours administratif auprès de la DTT dans un délai de 30 jours à compter de leur notification. Les décisions de l'OACOT relatives à l'approbation d'un projet de construction sur la bande de terrain interdite à la construction au sens de l'article 8, 2e alinéa de LRLR peuvent être attaquées en même temps que la décision en matière de construction par le biais d'un recours auprès de la DTT (art. 24 al. 4 ORL). Il en va de même pour une approbation par analogie. La DTT est donc compétente pour statuer sur le présent recours. Le requérant ou la requérante, les opposants ou opposantes ainsi que l'autorité communale compétente ont qualité pour recourir (art. 10 LCoord<sup>9</sup> en relation avec l'art. 40 al. 2 LC). La partie recourante, en tant que destinataire de la décision attaquée, a qualité pour recourir. Au surplus, le recours a été déposé en temps utile et selon les formes légales. Il est par conséquent recevable quant à la forme.

### 2. Droit d'être entendu

a) La partie recourante fait valoir une violation du droit d'être entendu dès lors qu'elle n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer intégralement sur la cause avant que la décision attaquée ne soit prise.

La Municipalité est d'avis que les autorités appliquent le droit d'office et que le droit d'être entendu ne se réfère pas au fait d'être entendu sur l'appréciation juridique de l'autorité. Selon elle, le droit d'être entendu de la partie recourante n'a pas été violé.

b) Le droit d'être entendu prévu aux art. 21 ss LPJA<sup>10</sup> comprend en particulier le droit des parties de prendre connaissance de chaque pièce du dossier, respectivement de chaque détermination des parties et des autorités et de pouvoir s'exprimer à ce sujet. Cela vaut indépendamment du fait que celles-ci contiennent des faits ou des arguments nouveaux et qu'elles puissent effectivement influencer l'autorité dans sa décision. Les parties doivent donc être informées de chaque écriture afin qu'elles aient la possibilité de s'exprimer si elles l'estiment nécessaire. C'est pourquoi, dans la procédure d'octroi du permis de construire, tous les rapports officiels et les rapports techniques ainsi que les déterminations de la partie adverse doivent être notifiées aux parties.<sup>11</sup>

<sup>9</sup> Loi de coordination du 21 mars 1994 (LCoord ; RSB 724.1)

<sup>10</sup> Loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA ; RSB 155.21)

<sup>11</sup> ATF 138 I 484 c. 2.1, 133 I 100 c. 4.3 ss; JAB 2009 p. 328 ss consid. 2.4; Zaugg/Ludwig, Kommentar zum Baugesetz des Kantons Bern, 5e éd., tome I, Berne 2020, art. 38-39 n. 9b; Urs Eymann, Das rechtliche Gehör im erstinstanzlichen Baubewilligungsverfahren, GAC/KPG Bulletin 2006 p. 47 ss

Selon le dossier, la Municipalité n'a pas transmis à la partie recourante ni la deuxième prise de position de l'opposante du 29 novembre 2023 ni la lettre de la Préfecture du 13 mars 2024 avec le rapport officiel de l'OACOT du 29 février 2024 et n'a pas accordé à la partie recourante la possibilité de se prononcer dans le cadre d'observations finales. Elle a donc violé son droit d'être entendu. Selon la pratique, la violation du droit d'être entendu peut être réparée si l'autorité de recours dispose du même pouvoir d'examen que l'instance précédente, ce qui est le cas en l'espèce (art. 40 al. 3 LC).<sup>12</sup> La violation du droit d'être entendu sera cependant prise en compte dans les frais afférents à la présente procédure.

### 3. Escalier

a) La partie recourante a construit un escalier extérieur le long de la façade sud de sa maison principale pour l'accès à la cave depuis la terrasse de son immeuble dans le périmètre du plan de protection des rives « La Neuveville – St-Joux, partie est (plan no 2) » dans le secteur H1. Dans son jugement du 19 novembre 2012 (100.2010.109), le Tribunal administratif du canton de Berne a annulé l'approbation du tracé du chemin de rive dans la portion où se trouve la parcelle de la partie recourante faute de motivation suffisante. De plus, il a annulé l'approbation du plan mentionné en ce qui concerne les limitations de construire par rapport à la zone H1. Selon ce jugement, il appartiendra à la commune, après avoir statué sur le tracé du chemin de rive, de se prononcer sur les limitations de construire adéquates et conformes à la situation du cas d'espèce, remplissant les buts de la LRLR et respectant les dispositions de l'OEaux. Jusqu'à présent, la commune n'a pas encore respecté cette obligation. Le chemin de rive n'est donc pas fixé et il n'existe aucune réglementation en vigueur pour la zone H1.<sup>13</sup>

b) Selon l'art. 3 al. 1 let. a et b LRLR, le plan de protection des rives fixe notamment une zone de protection des rives dans les régions exemptes de constructions, des limitations de construire dans les régions pourvues de constructions, un chemin longeant la rive, des surfaces libres mises à la disposition de la collectivité pour la détente et le sport et des mesures visant au maintien des rives dans un état proche de l'état naturel et à leur rétablissement. L'art. 8 al. 2 LRLR prévoit une interdiction générale de construire en deçà de 50 m de la rive jusqu'à ce que les plans de protection des rives soient édictés. Le service compétent de la Direction de l'intérieur et de la justice peut réduire ou augmenter cette distance par endroit à la demande des communes concernées, des organisations de protection de la nature ou des organisations de protection des rives. L'art. 8 LRLR ne prévoit pas d'exception pour des constructions dans cette bande de terrain interdite à la construction. Au vu de l'art. 5 al. 3 LRLR (approbation pour les constructions dans la zone de protection des rives définitive), de l'art. 6 al. 3 LRLR (dérogation au plan de protection des rives) et du principe de la proportionnalité, le Conseil d'Etat a créé la procédure selon l'art. 24 ORL pour des projets de construction sur la bande de terrain interdite à la construction provisoire selon l'art. 8 al. 2 LRLR.<sup>14</sup> Dans la pratique, cette procédure a été régulièrement appliquée.<sup>15</sup> Selon l'art. 24 al. 1 ORL, une demande d'approbation d'un projet de construction sur la bande de terrain interdite à la construction est établie et publiée en même temps que la demande du permis de construire. Après avoir organisé les pourparlers de conciliation, la commune remet le dossier au préfet qui le transmet, accompagné de son rapport, à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (art. 24 al. 2 ORL). L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire donne son approbation si le projet de construction n'est susceptible de compromettre ni le plan de protection des rives, ni la réalisation de la législation sur la protection des rives (art. 24

<sup>12</sup> ATF 142 II 218 c. 2.8.1; Michel Daum, dans *Kommentar zum bernischen VRPG* [2<sup>e</sup> édit.], 2020, art. 21 n. 9 à 11

<sup>13</sup> Selon l'art. 36 al. 1 du plan de protection des rives « La Neuveville-Saint-Joux », parti est (2), le plan de lotissement avec prescriptions spéciales « rives du lac » du 20 mai 1981, approuvé le 12 mars 1982, est abrogé

<sup>14</sup> Cf. Peter Ludwig, Entscheide, GAC/KPG Bulletin 5/86 p. 16

<sup>15</sup> Cf. notamment JTA 2016/74 du 26 octobre 2016, consid. 3.3

al. 3 ORL). Sa décision lie l'autorité chargée de délivrer le permis de construire. De même que la décision portant sur l'octroi du permis de construire, elle peut être contestée conformément aux dispositions de la législation sur les constructions (art. 24 al. 4 ORL).

d) Le site de construction se trouve à plus de 50 m de la rive et donc hors de la zone d'interdiction de construire en deçà de 50 m de la rive selon l'art. 8 LRLR. Néanmoins, aucun projet de construction ne doit être susceptible de compromettre le plan de protection des rives que la commune doit édicter selon le jugement du 19 novembre 2012 du Tribunal administratif du canton de Berne. Pour atteindre ce but, il convient d'appliquer les règles de l'art. 8 al. 2 LRLR et de l'art. 24 ORL par analogie. Cette solution se justifie d'autant plus que la LRLR crée une réglementation spéciale qui ne permet pas sans autre d'appliquer les règles de la LC et notamment les art. 36 s LC.<sup>16</sup> Vu que l'ancienne réglementation est abrogée<sup>17</sup>, l'art. 36 al. 1 LC ne s'appliquerait en aucun cas.<sup>18</sup>

e) En l'espèce, la Municipalité a fait parvenir le dossier à la Préfecture pour que celle-ci puisse établir son rapport et le transmettre ensuite à l'OACOT pour approbation au sens de la procédure décrite à l'art. 24 ORL.<sup>19</sup> Selon la Préfecture, après examen du dossier, il semble possible d'exclure que l'escalier accolé à la façade de la maison ne compromette la réalisation du futur chemin de rive car il est peu probable que ce dernier soit aménagé entre les deux bâtiments existants nos F.\_\_\_\_\_ et G.\_\_\_\_\_. La Préfecture ajoute que l'escalier ne porte pas non plus atteinte aux échappées existantes. Elle conclut que le projet pourrait éventuellement être accepté, sous réserve de l'approbation de l'OACOT au sens de l'art. 24 al. 3 ORL.<sup>20</sup>

Selon le rapport du 29 février 2024 de l'OACOT, l'escalier le long de la façade sud du bâtiment ne risque pas d'interférer avec le futur tracé du chemin de rive et n'entre pas en conflit avec la législation sur la protection des rives. Sous le titre « appréciation en ce qui concerne le plan de protection des rives » l'OACOT a refusé son approbation en argumentant que l'absence de réglementation pour la zone H1 équivaut à une interdiction de construire dans la zone H1 et que seuls des travaux de réparation et d'entretien peuvent être autorisés. Dans sa prise de position du 5 juillet 2024, l'OACOT ajoute qu'à l'heure actuelle, le secteur 2 du plan de protection des rives « La Neuveville-Saint-Joux » est toujours en cours de modification et que l'OACOT n'a reçu aucun dossier pour l'ouverture et/ou la poursuite d'une procédure d'édiction d'un plan d'affectation, que ce soit pour un examen préalable ou pour une approbation.

Selon la Municipalité, la protection de la physionomie des rives implique notamment qu'une construction ou une installation soit compatible avec le site ou le paysage riverain. Elle ajoute que la physionomie des rives ne se compose pas uniquement de la rive en soi ou de la zone de protection des rives, mais de tout le périmètre du plan de protection des rives. Selon elle, l'escalier extérieur ne restreint pas l'accès à la rive. Mais elle est d'avis qu'il est construit dans la zone dont l'affectation n'a pas encore été adoptée par l'OACOT et que par-là, sa construction influence le futur plan de protection des rives et donc la physionomie de la rive. Après l'estimation sommaire de l'Office juridique, la Municipalité a mentionné qu'à son avis, on ne peut pas s'appuyer sur un règlement non approuvé pour justifier un permis de construire.

f) Selon l'OACOT l'escalier le long de la façade sud du bâtiment ne risque pas d'interférer avec le futur tracé du chemin de rive et n'entre pas en conflit avec la législation sur la protection des rives. A cet égard, la position défendue de l'OACOT convainc. L'escalier mène de la terrasse

<sup>16</sup> Zaugg/Ludwig, Kommentar zum Baugesetz des Kantons Bern, 5<sup>e</sup> éd., tome I, Berne 2020, art. 11 n. 12

<sup>17</sup> Cf. l'art. 36 al. 1 du plan de protection des rives « La Neuveville-Saint-Joux, parti est (2) »

<sup>18</sup> Cf. décision no 110/2022/106 de la DTT du 16 février 2023 consid. II.2d

<sup>19</sup> Cf. dossier communal pag. 19 s

<sup>20</sup> Cf. dossier communal pag. 17 s

de plain-pied au sous-sol et se trouve donc sous terre. De loin, seul le garde-corps d'un mètre de haut est visible. Il s'agit d'une construction légère composée de lattes se trouvant à 1.20 m de la façade. Cet escalier ne risque pas de compromettre le chemin de rives car il ne délimite pas la vue du public sur le lac et ses rives dans l'hypothèse d'un chemin passant au nord des parcelles et, comme l'a mentionné la Préfecture, il est peu probable que le chemin de rives soit aménagé entre les deux bâtiments existants nos F. \_\_\_\_\_ et G. \_\_\_\_\_ ou même le long de la façade sud de la maison de la partie recourante, à l'emplacement de l'escalier extérieur. Le sens des objectifs de la LRLR sont la bonne intégration des constructions dans le paysage et le respect de la physionomie naturelle de la rive.<sup>21</sup> En l'espèce, ces objectifs sont respectés, car de loin, seul le garde-corps est visible. Comme il est discret et qu'il est perçu depuis le côté du lac avec la façade, il ne porte pas atteinte au paysage riverain.

En ce qui concerne les futures dispositions restreignant les possibilités en matière de construction et d'affectation, il ne semble guère probable que la Municipalité de la Neuveville interdise ce type d'escalier : Selon l'art. 40 du règlement de construction communal du 8 janvier 2010 (RCC), pour les constructions en dessous du sol naturel, qui ne dépassent en aucun point le terrain naturel de plus de 1.20 m et dont une seule façade est dégagée ou pourvue d'un accès, il suffit d'observer une distance à la limite de 1 m. Ne peuvent être situés à l'intérieur de la petite distance à la limite ni la façade dégagée, ni l'accès. Cette disposition ou une disposition similaire s'appliquera quand la Municipalité aura édicté les dispositions concernant la zone H1.<sup>22</sup> L'escalier est situé à plus de 6 m de la limite de la parcelle. Il est donc peu probable qu'il contrevienne à une future réglementation relative aux constructions souterraines vu que l'art. 90 RCC et l'art. 13 al. 1 du règlement de quartier « La Neuveville-Saint-Joux, partie est » non approuvé prévoient au maximum une petite distance à la limite de 6 m. Au vu de ce qui précède, l'escalier n'est pas non plus susceptible de compromettre le plan de protection des rives que la commune doit encore édicter.

Par contre, l'absence de réglementation pour la zone H1 n'équivaut pas à une interdiction de construire dans la zone H1, mais constitue la raison pour l'application analogue de la procédure selon l'art. 24 ORL. Celle-ci garantit qu'aucun projet de construction ne soit susceptible de compromettre le plan de protection des rives que la commune doit encore édicter. Vu que la LRLR est entrée en vigueur le 6 juin 1982, suivre l'opinion de l'OACOT signifierait une interdiction de construire absolue pendant plus de quarante ans. Une telle interdiction ne serait guère conciliable avec le principe de proportionnalité. Vu que l'escalier n'est susceptible de compromettre ni le plan de protection des rives, ni la réalisation de la législation sur la protection des rives, l'approbation au sens de l'art. 24 ORL peut être donnée.

g) Par conséquent, l'escalier peut être autorisé et le recours est admis. La décision de l'OACOT du 29 février 2024 et la décision du 22 avril 2024 rendue par la Municipalité de la Neuveville sont donc annulées. L'approbation au sens de l'art. 24 ORL est donnée et le permis de construire peut être octroyé.

---

<sup>21</sup> JTA 2010.109 du 19 novembre 2012, consid. 3.3.5

<sup>22</sup> Cf. Zaugg/Ludwig, Kommentar zum Baugesetz des Kantons Bern [5e édit.], volume II, Berne 2024, art. 88/89 n. 1 et l'art. 13 al. 6 du règlement de quartier « La Neuveville-Saint-Joux, partie est » non approuvé

4. Frais de procédure

a) Les frais de procédure sont perçus sous la forme d'un émolument forfaitaire de CHF 1000.- (art. 103 al. 2 LPJA en relation avec l'art. 19 al. 1 OEmo<sup>23</sup>). Les frais de procédure sont mis à la charge de la partie qui succombe (art. 108 al. 1 LPJA). La partie recourante obtient gain de cause. En vertu de l'art. 108 al. 2 LPJA, il n'est pas mis de frais de procédure à la charge des autorités.

b) La partie qui succombe doit payer les dépens de la partie adverse, à moins que le comportement de cette dernière au cours de la procédure de recours ou des circonstances particulières ne justifient une autre répartition, la compensation des dépens ou qu'ils ne doivent être mis à la charge de la collectivité (art. 108 al. 3 LPJA). Le représentant de la partie recourante requiert dans sa note d'honoraires du 29 juillet 2024 le paiement d'un montant de CHF 1670.15 à titre d'honoraires (CHF 1500.-) et de débours (CHF 45.-), TVA (CHF 125.15) comprise. Cette note n'appelle pas de remarques. La Municipalité succombe pour un cinquième en ce qui concerne la violation du droit d'être entendu. Le fait que la Municipalité était liée par la décision de l'OACOT (art. 24 al. 4 ORL) justifie que l'OACOT doit payer le reste des dépens de la partie recourante, soit les quatre cinquièmes des dépens de celle-ci. Le canton de Berne (OACOT) doit donc verser à la partie recourante la somme de CHF 1336.10 et la Municipalité doit lui verser la somme de CHF 334.05 à titre de dépens.

c) Les frais de la procédure de première instance d'un montant de CHF 1692.35 restent dus. La Municipalité de la Neuveville est compétente pour l'encaissement de ces frais (art. 52 DPC<sup>24</sup>).

**III. Décision**

1. Le recours est admis. La décision de l'OACOT du 29 février 2024 et la décision du 22 avril 2024 rendue par la Municipalité de la Neuveville sont annulées.

L'escalier extérieur selon la demande de permis de construire ultérieure du 27 avril 2023 est autorisé (approbation au sens de l'art. 24 ORL et permis de construire). Le plan de situation du 18 avril 2023, les plans « façade sud + escalier béton » et « sous-sol escalier béton » signés le 11 juillet 2023 ainsi que « façades est – ouest » et « rez + escalier béton » signées le 27 avril 2023, tous timbrés par l'Office juridique de la DTT le 28 octobre 2024 font foi.

2. Il n'est pas perçu de frais de procédure.

3. Les frais de la procédure de première instance d'un montant de CHF 1692.35 restent dus. La Municipalité de la Neuveville est compétente pour l'encaissement de ces frais.

4. Le canton de Berne (OACOT) versera à la partie recourante la somme de CHF 1336.10 (TVA comprise), à titre de dépens. La Municipalité de la Neuveville versera à la partie recourante la somme de CHF 334.05 (TVA comprise), à titre de dépens.

---

<sup>23</sup> Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEmo ; RSB 154.21)

<sup>24</sup> Décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC, RSB 725.1)

#### **IV. Notification**

- Maître E. \_\_\_\_\_, par courrier recommandé, avec en annexe un jeu de plans timbré
- Municipalité de La Neuveville, par courrier recommandé, avec en annexe un jeu de plans timbré
- Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), Unité francophone, par courrier recommandé, avec en annexe un jeu de plans timbré

#### **Direction des travaux publics et des transports**

Le directeur

Christoph Neuhaus  
Conseiller d'Etat

#### **Voie de recours**

La présente décision peut être attaquée par voie de recours, dans les 30 jours qui suivent sa notification, auprès du Tribunal administratif du canton de Berne, Speichergasse 12, 3011 Berne. Un éventuel recours doit être introduit en quatre exemplaires, contenir les conclusions, l'indication des faits, moyens de preuve et motifs et porter une signature. Les moyens de preuves disponibles (en particulier la décision attaquée) doivent être joints.